

## LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 2 décembre 2013

# République centrafricaine. La France peut achever les travaux de pillage

Capitaine Martin

**On risque un « génocide » en République centrafricaine. L'alarme a été donnée par la France qui, après des mois de silence, a demandé en toute hâte à l'ONU d'agir rapidement. La situation dans ce pays est dramatique. Les rebelles de la Seleka, responsables du coup d'état du 24 mars, ont saccagé le pays, commettant les pires atrocités : pillages, exécutions sommaires, viols et tortures sur les populations civiles.**

Livrée à elle-même, la population a répondu du mieux qu'elle pouvait en organisant les milices paysannes, [les fameux anti-balaka](#) (anti-machettes). Il y a déjà eu des affrontements violents et des centaines de morts. Aujourd'hui, on parle d'un conflit interethnique entre chrétiens et musulmans. Rien n'est plus faux. Les deux groupes ethniques sont victimes d'un même ennemi : la coalition Seleka, qui a pris le pouvoir dans l'indifférence de la communauté internationale.

En décembre 2012, l'ancien-président déchu, François Bozizé, avait demandé l'aide des États-Unis et de la France en vue de stopper les rebelles, mais François Hollande avait refusé d'intervenir dans l'ancienne colonie, arguant que la France ne pouvait agir que sous mandat de l'ONU. Le locataire de la Maison blanche avait avancé à l'époque le même argument.

Aujourd'hui, la France fait valoir que la Centrafrique est catastrophique. Selon les États-Unis, la situation y est « pré-génocidaire ». Pourquoi me direz-vous ne pas avoir entamé quoi que ce soit plus tôt ? Tout simplement parce que la situation n'était pas mure. La France prétend aujourd'hui jouer le rôle de bon samaritain vis-à-vis de la République centrafricaine dont on sait qu'elle est riche en uranium, en pétrole, en or, en diamants et en bois. Et elle peut aujourd'hui le faire avec le feu vert de l'ONU.

Lundi dernier (25 novembre, NDLR), le vice-secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson a agité à son tour le spectre d'un « conflit ethnique et religieux » et a appelé à une réaction rapide et décisive pour éviter que la situation n'échappe à tout contrôle, ce qui représenterait un terreau fertile aux extrémistes et aux groupes armés.

Durant la réunion dédiée à l'ancienne colonie française, les quinze pays

membres du conseil de sécurité se sont mis d'accord pour [autoriser la force panafricaine présente en Centrafrique](#) (Misca) à se déployer pour une période initiale de six mois. L'objectif officiel est d'essayer de renforcer la sécurité et de protéger les civils. Il n'est pas exclu que la Misca se transforme à terme en opération de maintien de la paix avec à la clé le déploiement de Casques bleus.

Les Nations Unis ont autorisé les forces françaises déjà présentes en République centrafricaine à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la Misca. Invité sur Europe 1 le 26 novembre, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a officiellement annoncé l'envoi d'un millier d'hommes sur le terrain. « *La France appuiera cette mission africaine, de l'ordre d'un millier de soldats* », a-t-il déclaré. « *Nous le ferons en appui et non pas en entrée en premier, comme nous avons pu le faire pour [le Mali](#), et pour une période brève, de l'ordre de six mois à peu près* », a ajouté le ministre.

La France interviendra donc militairement. Mais en faveur de qui ? [D'un gouvernement lui-même issu d'un putsch](#). La France n'est pas à une contradiction près. En revanche, lorsque des intérêts économiques majeurs sont en jeu, la logique est remise au placard. [Comme on peut le lire sur le site officiel du ministère des affaires étrangères](#), l'Élysée a directement en ligne de mire les ressources naturelles de son ancienne colonie : « *En dépit de l'instabilité politique et des risques sécuritaires, Air France, Bolloré (logistique et transport fluvial), Castel (boissons et sucre), Total (stockage et distribution des produits pétroliers), CFAO (distribution automobile) ont maintenu leurs implantations en RCA. L'arrivée en 2007 de France Télécom dans la téléphonie mobile marque un certain intérêt des investisseurs français. Les pillages consécutifs à la prise de Bangui par les rebelles le 24 mars ont fortement perturbé l'activité des entreprises françaises* ».

Grâce à l'intervention militaire, la France peut maintenant achever le sien.

### **Capitaine Martin**

<http://www.resistance-politique.fr/article-republique-centrafricaine-l...>

<http://www.resistance-politique.fr/article-republique-centrafricaine-la-france-peut-achever-les-travaux-de-pillage-121328101.html>

<http://www.legrandsoir.info/republique-centrafricaine-la-france-peut-achever-les-travaux-de-pillage.html>